

ALGER, UN LIEU, UNE HISTOIRE

Le cirque Amar

Le cirque Amar avec son grand chapiteau dressé sur la place du Champ-de-Manœuvres (place du 1^{er}-Mai) dans les années 1960, beaucoup s'en souviennent sans doute mais qui connaît l'histoire de ce fabuleux cirque ?

Il était une fois...

Au cœur des montagnes du Djurdjura, au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, vivait un jeune répondant au nom d'Ahmed Ben Amar El-Gaïd. Il a la tête pleine de rêves, d'aventures et de voyages. Et pour ne pas finir berger comme ses petits copains du village, il décide de partir en France. L'univers artistique l'attire. Bientôt, il monte un spectacle avec de belles danseuses du ventre. Show qu'il baptise «La grotte algérienne». Le succès est au rendez-vous. Ahmed Ben Amar est très ambitieux. Il voit les choses en grand. Le destin met sur son chemin Marie Bonnefoux, la sœur du directeur de la Ménagerie Lozerienne. Il l'épouse.

Ensemble, ils créent une ménagerie et mettent au point un show. Le public est ravi d'assister au spectacle haut en couleur avec lions, hyènes, ours et singes.

Un numéro en particulier baptisé «La fosse aux lions» donne des sueurs froides aux spectateurs qui retiennent leur souffle. Amar y fait descendre «les plus jeunes dompteurs du monde» qui ne sont nuls autres que ses trois enfants : Ahmed, Abdellah et Mustapaha. Le spectacle a tellement de succès que Amar



Une aventure fabuleuse née dans les montagnes du Djurdjura

Photo : Samir Sid

est invité à se produire avec femme et enfants dans toutes les foires. Ce fut notamment le cas lors de la Foire aux pains d'épices à Paris en 1909.

De la ménagerie au cirque

Après le décès du père Amar en 1913, sa veuve Marie, aidée par ses fils Ahmed et Mustapha, poursuit sur la même lancée (son fils Abdellah, lui, prend la tangente créant sa propre ménagerie). Après une parenthèse forcée due à la Première Guerre mondiale, l'établissement s'agrandit. M^{me} veuve Amar et ses fils investissent dans l'achat d'un chapiteau et se lancent dans l'aventure du cirque allant de ville en ville. Dès 1926, la notoriété du «Grand cirque-Ménagerie

Amar Frères» dépasse les frontières de l'Hexagone. L'enseigne se produit un peu partout en Europe : Hollande, Belgique, Allemagne...

Le tour du monde

Trois ans plus tard, cet établissement est rebaptisé «Cirque Géant». Forts de leur popularité grandissante, les frères Amar dressent leur chapiteau en Algérie, au Maroc et en Tunisie avant de mettre le cap sur l'Egypte, la Turquie, la Grèce, la Roumanie, la Hongrie... De retour à Paris, ils plantent leur chapiteau à l'Empire, avenue de Wagram, où leur spectacle arctique avec des ours blancs fascine le public.

La Deuxième Guerre mondiale met un frein aux pérégrinations des gens du voyage.

Le début de la fin

Après le décès de M^{me} veuve Amar puis de celui de ses fils Ahmed et Ali, Mustapha continue l'aventure en solo. En 1960, pour marquer d'une pierre blanche le 100^e anniversaire de la création du cirque Amar, il organise une méga-tournée en Algérie.

Un train spécial de 54 wagons avec une centaine d'artistes s'ébranlèrent vers notre pays encore colonisé. En 1968, Mustapaha Amar, fatigué, décide de jeter l'éponge abandonnant cet univers qui l'a vu naître. L'enseigne du cirque Amar change alors de main revenant à Firmin Bouglione Junior (fils de Joseph Bouglione).

Sabrinal

Email : sabrinal-le soir@yahoo.fr

DÉLITS ET DESCENTES DE LA POLICE À SIDI-BEL-ABBÈS

381 personnes arrêtés

Au cours du mois sacré du Ramadan, la police a eu du pain sur la planche avec le traitement des affaires enregistrées et les descentes inopinées dans les points sensibles de la ville de Sidi-Bel-Abbès.

Sur les 331 affaires liées aux crimes et délits, 225 ont été traitées qui ont conduit à l'arrestation de 309 personnes parmi lesquelles 285 ont été écrouées.

Lors de leurs descentes dans les quartiers dits chauds et aux abords des stations de bus, fief des malfaiteurs, les éléments de la police ont interpellé 5 423 personnes parmi lesquelles, dont 96 sont recherchées, qui ont été présentées devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès et écrouées.

Au total, 381 personnes sont derrière les barreaux après avoir été accusées dans différentes affaires liées à des crimes et délits. Dans le cadre de la

traque des motocyclistes, souvent spécialisés dans le vol à la tire, la police a saisi 414 motos et 71 véhicules ont été mis en fourrière.

Par ailleurs, les services de police ont, durant la même période, saisi 240 kg de viande (rouge et blanche) 5 kg de poisson et 17 kg de pâtisserie orientale impropres à la consommation alors que 17 affaires ont été enregistrées pour absence de registre du commerce.

A. M.

TIZI-OUZOU

Les citoyens de Tafoughalt ne décolèrent pas

Si l'ouverture du lycée nouvellement construit au chef-lieu de la commune de Aït-Yahia-Moussa, prévue pour la première semaine du mois en cours, est accueillie avec soulagement par les populations des différents villages, ce n'est pas le cas de celle de Tafoughalt, situé à équidistance entre Draâ-El-Mizan et Aït-Yahia-Moussa.

Les habitants de cet important village, relevant de la commune précitée, sont montés au créneau et

bant neuf venait à être entérinée. Ils ont saisi par écrit les autorités concernées (locales, wali, P/APW, Direction de l'éducation) pour les informer de leur refus de scolariser leur progéniture dans ce nouveau lycée pour de multiples raisons, dont l'absence de

sécurité, de transport, en plus de la perturbation de la scolarité des lycéens.

Ils jugent que leurs enfants sont mieux pris en charge dans les trois lycées que compte la ville de Draâ-El-Mizan dans lesquels ils bénéficient de l'internat.

Slimane S.

SOULÈVEMENT
POPULAIRE
DU 5 OCTOBRE 1988
Béjaïa
se souvient

Dans le cadre de la commémoration du 20^e anniversaire du soulèvement populaire du 5 Octobre 1988, l'Association des parents des victimes et des blessés des sanglants événements d'octobre 1988 (AVO 1988) a organisé, dimanche dernier, un rassemblement à la Maison de la culture de Béjaïa où une gerbe de fleurs a été déposée sur la stèle érigée à la mémoire des victimes de la révolte d'octobre. Pour rappel, cinq jeunes ont été fauchés à la fleur de l'âge par les balles assassines des services de sécurité dans les différentes artères embrasées de la ville de Béjaïa le 9 octobre 1988. Il s'agit des cinq martyrs Khelloufi Arezki, Deba Mahmoud, Bouaoudia Athmane, Tamassine Abdelhamid et Ouari Nacer.

Dans une lettre adressée au chef du gouvernement, l'AVO 1988 de Béjaïa a réclamé une réévaluation des indemnités accordées aux victimes et blessés de ces événements, calculées, selon eux, sur la base du SNMG de l'époque. «Des jeunes, qui sont décédés ou handicapés à vie, se sont sacrifiés pour une noble cause, la liberté et la démocratie dans notre pays, n'ont toujours pas été honorés au même titre que les victimes de la tragédie nationale», s'est indigné, dans sa déclaration, l'AVO 1988, tout en demandant au chef du gouvernement une prise en charge réelle de ces doléances à travers une «réparation de cette injustice».

L'UGTA POURSUIT
SA PURGELe responsable
de l'union territoriale
d'Amizour suspendu

Après la suspension le mois d'avril dernier de trois syndicalistes, à savoir Aïdli Tarik, chargé à l'organique du bureau de l'union de Béjaïa, Bekkouche Malek et Mazi Mahmoud, respectivement président et membre du bureau du Sete pour leurs déclarations, pour rappel, qualifiant le dernier congrès de la Centrale syndicale «d'antidémocratique», les responsables de l'union de wilaya UGTA ont décidé de suspendre de «toute activité syndicale» le secrétaire général de l'union territoriale d'Amizour, Boualem Chaouli.

A en croire ce dernier, que nous avons rencontré dimanche dernier, il lui est reproché «ses positions visant à déstabiliser l'organisation au niveau local».

Le syndicaliste d'Amizour qui conteste les accusations du bureau de wilaya explique cette mise à l'écart par «un règlement de compte planifié depuis les élections législatives de 2007 lorsque l'union d'Amizour avait refusé de soutenir une liste de syndicalistes».

«Après deux tentatives avortées pour me destituer par la base syndicale d'Amizour, on utilise aujourd'hui un pouvoir bureaucratique d'une instance illégale, dont le mandat a expiré il y a 16 mois, dans le seul but de liquider un courant combatif et revendicatif au sein de notre organisation localement», se défend encore Boualem Chaouli, qui s'indigne, dans une déclaration de dénonciation appelant à un rassemblement mercredi prochain devant le siège de l'UGTA de Béjaïa, que «cet acte intervienne à l'occasion d'une date hautement symbolique, à savoir le soulèvement populaire du 5 Octobre 1988 en faveur de la démocratie et pour mettre surtout fin à ce genre d'injustice».

A. K.